

NKAFU POST ELECTORAL

BULLETIN QUOTIDIEN

NO. 008

Source : Nkafu Policy Institute – Déclarations vérifiées uniquement. Aucune analyse.



Crise post-électorale au Cameroun

Contexte général

Cette édition reflète les événements écoulés un mois après l'élection présidentielle du 12 octobre. La période post-électorale a été marquée par des troubles, la répression, la paralysie économique et des déclarations contradictoires. Au cours du mois écoulé, des informations vérifiées ont fait état de morts, de blessés, d'arrestations, de pillages et de destructions, ainsi que de fermetures de villes entières. La communauté internationale a oscillé entre félicitations au président Paul Biya et appels à la retenue, tandis que le gouvernement a combiné le renforcement des mesures de sécurité avec des mesures de continuité institutionnelle et une stratégie de communication. À l'heure où nous écrivons ces lignes, les écoles rouvrent à Garoua, les manifestants continuent d'être libérés ou pris en charge, et les acteurs économiques et gouvernementaux évaluent l'impact des troubles.

Déclarations vérifiées

Matin | Yaoundé | Politique

Paul Biya exhorte les Camerounais à cesser de propager des discours haineux, notamment sur les réseaux sociaux.

[Source ici](#) 11-Nov-25

Matin | Cameroun | Politique

Le Cameroun prolonge de 30 jours ses opérations de sécurité post-électorales.

[Source ici](#) 11-Nov-25

Après-midi | USA | Diplomatie

L'avocat Hippolyte Meli clarifie la situation judiciaire des personnes arrêtées à Yaoundé

[Source ici](#) 12-Nov-25

Après-midi | Cameroun | Politique

L'activiste Essama a été arrêté et détenu à la prison de New Bell pour avoir dénoncé les meurtres de manifestants.

[Source ici](#) 12-Nov-25

Après-midi | Cameroun | Politique

Le ministre de l'Administration territoriale, Paul Atanga Nji, accuse les politiciens d'instrumentaliser les enfants pour qu'ils manifestent.

[Source ici](#) 12-Nov-25

Evening | Cameroon | Socio-économique

Le GECAM exige une évaluation des pertes liées aux manifestations du 12 octobre.

[Source ici](#) 12-Nov-25

Matin | Cameroun | Soci-Politique

Les écoles rouvrent progressivement à Garoua suite aux manifestations post-électorales.

[Source ici](#) 12-Nov-25

Après-midi | Cameroun | Politique

Le président du GECAM exhorte le gouvernement à négocier avec l'opposition.

[Source ici](#) 12-Nov-25

Evening | Cameroun | Politique

Un nouveau rapport révèle que 829 manifestants, dont 26 femmes, ont été arrêtés à Douala.

[Source ici](#) 12-Nov-25

Après-midi | Cameroun | Politique

Les médias locaux publient la liste des manifestants détenus à la prison de PK 19 dans la région du Littoral

[Source ici](#) 12-Nov-25

Après-midi | Cameroun | Politique

Emmanuel Ntonga, chef de l'opposition, a été libéré après dix jours de détention.

[Source ici](#) 12-Nov-25

Après-midi | Cameroun | Politique

La Banque arabe pour le développement économique en Afrique félicite le président Biya

[Source ici](#) 12-Nov-25

Après-midi | Cameroun | Politique

Le président égyptien Abdel Fattah Al Sissi félicite le président Biya

[Source ici](#) 12-Nov-25

Après-midi | Cameroun | Politique

Le président Biya procède à ses premières nominations après sa réélection.

[Source ici](#) 12-Nov-25

Evening | Cameroun | Politique

Des rumeurs concernant le nouveau gouvernement du président Biya ont été relayées par les médias locaux.

[Source ici](#) 12-Nov-25

Bilan de l'impact sur les hommes au bout d'un mois

| | |
|-----------------------------------|--|
| Décès | Au moins 48 confirmés (rapports de l'ONU et de HRW, plus incidents vérifiés à Douala et Garoua). |
| Blessés | Plus de 100 cas recensés à Douala, Garoua, Maroua et Bamenda |
| Arrestations | Plus de 2 000 personnes auraient été détenues à l'échelle nationale (société civile et HRW), dont 829 confirmées à Douala. |
| Enlèvements | 0 incident vérifié. |
| Pillages/ Destructions | De multiples incidents de pillage de magasins et de vandalisme à Douala et Bamenda ; au moins 15 cas vérifiés. |

Nouveautés de cette période de rapport (12-13 Nov)

| | |
|------------------------------|---------------------------------|
| Décès | 0 |
| Blessés | 0 |
| Arrestations | 1 nouvelle arrestation signalée |
| Enlèvements | 0 |
| Pillages/Destructions | 0 |



Impact économique

Sur le plan journalier : Paralysie des transports dans les zones urbaines (Extrême Nord, Littoral, Sud-Ouest, Nord-Ouest, Centre) ; pénurie et hausse des prix des produits de première nécessité (oignons, gaz de cuisine).

Sur le plan mensuel

| | |
|---|---|
| 1 | À Bamenda, le prix du carburant a dépassé 1 000 CFA/L. |
| 2 | Le prix des oignons a dépassé 500 CFA pour 3 unités. |
| 3 | Le prix du gaz de cuisine (bouteille de 12 kg) est passé de 6 500 CFA à 12 000 CFA. |
| 4 | Douala a enregistré des pertes quotidiennes dépassant 10 milliards de francs CFA pendant les villes mortes. |

Engagements diplomatiques (bilan d'un mois)

I. Messages de félicitations (uniquement des félicitations)

| | |
|--------|---|
| Nov 3 | L'émir du Qatar a félicité le président Biya (Bulletin n° 002) |
| Nov 5 | La Francophonie (Déléguée générale de l'APF Amélia Lakrafi) félicite Biya (Bulletin n°004) |
| Nov 6 | Message officiel de félicitations des États-Unis (Bulletin n° 005) |
| Nov 6 | Le président chinois Xi Jinping a félicité Biya (Bulletin n° 005) |
| Nov 11 | Le communiqué de la CEEAC félicite Biya (Bulletin n°007) |
| Nov 12 | La Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique a félicité Biya (Bulletin n° 008) |
| Nov 12 | Le président égyptien Abdel Fattah Al-Sisi a félicité Biya (Bulletin n° 008) |

III. Réactions mitigées (félicitations et appel au dialogue)

| | |
|--------|--|
| Oct 28 | Le président de la Commission de l'UA a félicité Biya mais a insisté sur la nécessité d'un dialogue face aux violences (Bulletin n° 001) |
|--------|--|

II. Déclarations critiques/préoccupantes (appel à la retenue, libertés, responsabilité, droits)

| | |
|--------|---|
| Oct 28 | Le Secrétaire général de l'ONU a déploré les violences et a appelé à la retenue (Bulletin n° 001) |
| Oct 30 | Le haut-commissaire du Canada a exhorté au respect des libertés (Bulletin n° 001) |
| Nov 4 | Des rapports de l'ONU ont fait état de 48 morts lors des manifestations liées aux élections (Bulletin n° 003) |
| Nov 4 | La commission des affaires étrangères du Sénat des États-Unis a condamné la réélection de Biya, la qualifiant de « mise en scène et de mascarade » (Bulletin n° 003). |
| Nov 4 | La Fédération internationale pour les droits de l'homme (FIDH) a appelé à la fin du recours excessif à la force (Bulletin n° 004) |
| Nov 5 | La commission des affaires étrangères du Sénat des États-Unis dénonce la persécution des opposants (Bulletin n° 004) |
| Nov 5 | L'International Crisis Group a remis en question le taux de participation dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest (Bulletin n° 004) |
| Nov 6 | L'ONU a réitéré le bilan de 48 morts dans les violences post-électorales (Bulletin n° 005) |
| Nov 6 | L'archevêque Samuel Kleda a condamné la violence (Bulletin n° 005) |
| Nov 7 | L'ancien officier américain Tibor Nagy a remis en question la note de félicitations de l'ambassade américaine (Bulletin n° 006) |
| Nov 11 | L'Union africaine a appelé à la retenue et réaffirmé sa souveraineté (Bulletin n° 006) |
| Nov 11 | Human Rights Watch dénonce les arrestations arbitraires (Bulletin n° 006) |
| Nov 11 | Reporters sans frontières a exhorté à des réformes de la CRTV et de la NCC (Bulletin n° 007) |
| Nov 11 | Human Rights Watch a signalé des meurtres et des arrestations massives (Bulletin n° 007) |

Réactions du gouvernement (bilan d'un mois)

Au cours du mois écoulé, les réponses du gouvernement face à la crise post-électorale ont évolué tant sur le fond que sur la forme. Immédiatement après les élections du 12 octobre, les autorités ont eu largement recours aux forces de l'ordre : les manifestants à Douala, Garoua et Maroua ont été

dispersés à coups de gaz lacrymogène, les forces armées ont été déployées à New Bell et des commerces ont été fermés lors des « villes mortes ». Ces mesures ont souligné la détermination de l'État à reprendre le contrôle face à un climat de contestation généralisée.

| | |
|--------|--|
| Oct 27 | Les forces de sécurité ont dispersé les manifestants à Douala et à Garoua ; des gaz lacrymogènes ont été utilisés à Garoua. |
| Oct 27 | Les forces armées déployées à Douala (New Bell) avec des barricades et des incendies. |
| Oct 27 | Les autorités se lèvent contre les « villes mortes » ; des magasins ont été scellés à Douala et à Garoua. |
| Nov 2 | Le porte-parole du gouvernement, René Emmanuel Sadi, a condamné la « ville morte » et a exhorté les citoyens à reprendre leurs activités normales. |
| Nov 2 | Le Premier ministre Dion Ngute a appelé à la retenue lors de la première réunion du cabinet post-électorale. |
| Nov 3 | Le président de l'Assemblée nationale a affirmé la continuité lors de la première session parlementaire. |
| Nov 5 | Les douanes ont confirmé la reprise des échanges transfrontaliers après les perturbations. |
| Nov 5 | Des perturbations d'Internet ont été signalées ; l'accès à Facebook et Telegram est restreint. |
| Nov 6 | Le gouvernement a contesté le bilan des victimes au sein de la société civile, niant les chiffres de l'ONU. |
| Nov 7 | Le gouvernement a réitéré son rejet des chiffres des victimes publiés par la société civile et l'ONU. |
| Nov 10 | Le ministre de l'Administration territoriale, Paul Atanga Nji, s'est rendu à l'Adamaoua ; il a déclaré que le calme régnait, mais sa visite a suscité des critiques. |
| Nov 10 | Les jeunes locaux de l'Extrême-Nord ont déclaré Atanga Nji « persona non grata ». |
| Nov 10 | Le ministre Paul Atanga Nji s'est rendu dans le Nord pour évaluer la sécurité post-électorale et la préparation administrative. |
| Nov 11 | Le ministre Atanga Nji a accusé les politiciens de manipuler les enfants pour qu'ils manifestent. |
| Nov 12 | Le gouvernement a prolongé de 30 jours les opérations de sécurité post-électorales. |

AVERTISSEMENT

Ce rapport présente des informations factuelles vérifiées, issues de sources publiques ayant fait l'objet de contrôles d'intégrité. Il ne contient aucune analyse, opinion ni prise de position institutionnelle du Nkafu Policy Institute.

CONTACT

Nkafu Policy Institute
Tél. : (+237) 222 31 15 84 / (+237) 654 86 72 54
Site web : www.nkafu.org
Courriel : info@foretiafoundation.org